

Extrait de

*Clio et les Grands-Blancs*

*La décolonisation inachevée*

Jean-Pierre Biondi

(Éditions Libertalia)

Plus d'informations sur [editionslibertalia.com](http://editionslibertalia.com)



## GÉNÉRATION 45

Certains d'entre nous – je veux dire appartenant alors à la génération des 15-20 ans – avaient connu la clandestinité, d'autres fait le coup de feu dans le maquis et sur des barricades, d'autres enfin émergeaient à la conscience politique.

En 1945, l'auréole de l'URSS, première puissance militaire victorieuse des nazis, et du PCF, le « parti des fusillés », était à son apogée. Le communisme attirait une part importante de la jeunesse ouvrière et des intellectuels. Le goût de l'histoire, l'indifférence aux réussites individuelles les rapprochaient. Les défilés organisés par le PC drainaient des centaines de milliers de manifestants réclamant le retour de Maurice Thorez et scandant inlassablement « Unité ! » à l'adresse des dirigeants SFIO\* retranchés derrière le mot « Démocratie ». Les oppositions de classe étaient aisément lisibles.

Dans mon lycée parisien, l'ancien collège Rollin devenu Jacques-Decour, du nom d'un professeur résistant fusillé, les enseignants communistes ou communistes

---

\* Section française de l'Internationale ouvrière. [NDE.]

(Lucie Aubrac, Jean Baby, Auguste Cornu, un ancien du Komintern que j'aimais beaucoup) étaient influents. L'ensemble des élèves, lui, venait de la classe moyenne (fils de commerçants et de fonctionnaires).

Deux raisons faisaient que mon éducation politique était plus avancée que celle de mes camarades d'études : j'étais le fils d'un parlementaire élu du Front populaire, résistant déporté qui avait voté contre Pétain à Vichy, et j'étais né puis avais grandi dans une ville – Creil – où j'avais été très tôt sensibilisé à une condition ouvrière encore digne de Zola, avant de vivre une partie de l'occupation nazie sous un pseudonyme.

Doté de ce bagage (et de sympathies libertaires pour Bakounine), j'ai fait la connaissance de jeunes trotskistes, Lucien Danon, lycéen, André Michel, typographe. Un peu plus âgés que moi (j'avais 17 ans), ils avaient à mes yeux le prestige d'une culture militante confirmée, me faisaient lire *La Vérité*, l'organe du PCI, et Victor Serge (*Le Tournant obscur*) sans me presser d'adhérer à leur organisation. Par eux, j'ai rencontré deux « responsables », Craipeau (alias Auger) et Parisot (alias Morand), et par ces derniers, un groupe de journalistes du quotidien *Franc-Tireur*, fraîchement exclus des Jeunesses socialistes, puis Jean Rous.

À cette époque, qui favorisait un foisonnement militant intense, nourri de la conviction du « Grand Soir » imminent, l'anticolonialisme constituait l'un des fondamentaux du travail révolutionnaire, s'exprimant par

la solidarité avec les Indochinois déjà engagés dans la lutte de libération nationale.

Jean Rous était sans doute le journaliste le mieux introduit dans les milieux anticoloniaux : ami de longue date de l'Algérien Messali Hadj, du Tunisien Habib Bourguiba et du Marocain Allal el-Fassi, il siégeait aux côtés de Senghor dans la minorité de gauche du comité directeur de la SFIO, conformément d'ailleurs aux invitations à l'« entrisme » dans la social-démocratie du fondateur de la IV<sup>e</sup> Internationale lui-même, Trotski.

L'avènement de la guerre froide a rapidement radicalisé les positions. Les communistes (nous disions : les « stals ») suivaient sans mot dire les directives de Moscou, tandis que la SFIO glissait vers un atlantisme de plus en plus déterminé par la peur de « l'Est » et, corollairement, un colonialisme réformateur sans perspective pour les peuples dominés.

C'est ainsi qu'est né en février 1948, presque simultanément avec le « schisme yougoslave » réalisé par Tito, un météore politique, le Rassemblement démocratique révolutionnaire (RDR) dont la brève existence (il a disparu en novembre 1949) a marqué cependant l'actualité en préfigurant le courant tiers-mondiste.

Le RDR a été en premier lieu le produit d'un double rejet : celui du césarisme gaulliste et celui du totalitarisme soviétique. *Franc-Tireur* et des militants de gauche comme Claude Bourdet, David Rousset, Raymond Badiou, Laurent Schwartz, Georges Izard

et Pierre Stibbe notamment, en étaient les parrains. Jean Rous le secrétaire général.

Cette organisation, la première à laquelle j'adhérais, a tenu, dès le mois de mars, un grand meeting devant une salle Pleyel archicomble. Il faut dire que l'affiche avait de quoi attirer les foules : Sartre, Camus, Breton, Mounier, l'Italien Carlo Levi et l'Américain Richard Wright y ont pris la parole, mais aussi pour la première fois des écrivains venus de pays colonisés, du Vietnam, de Madagascar, du Maroc, phalange d'une intelligentsia mobilisée pour le combat débutant de la décolonisation.

Le programme du RDR, publié en juin, dénonçait « catégoriquement toutes les formes déguisées de l'ancien colonialisme à commencer par la guerre d'Indochine et la répression à Madagascar ». Cependant des divergences n'ont pas tardé à se faire jour s'agissant des rapports avec le PC. Sartre, qui s'est rapproché de ce dernier et va apporter son soutien au marin Henri Martin, emprisonné pour sabotage d'un navire de guerre à destination du Tonkin, claque la porte en octobre 1949. Son départ précipite la chute de ce regroupement hors norme, auquel il convient d'associer la constitution d'une « troisième force internationale », le Congrès des peuples contre l'impérialisme. C'était là l'amorce du mouvement des « non-alignés » qui, avec Nasser, Nehru et Tito, verra le jour à la conférence de Bandung, en 1955.

Durant ces années de gestation, Jean Rous, auprès duquel je fais mes classes, est resté ma référence. Quand

il m'a incité à entrer à la SFIO avec l'espoir d'y contribuer, parmi d'autres, « à dépoussiérer un parti livré au réformisme petit-bourgeois », j'ai hésité, peu convaincu du réalisme d'un tel choix... et obtempéré.

La guerre d'Indochine à peine achevée, débute celle d'Algérie qui me conduit inévitablement à me retrouver sur les mêmes estrades que d'autres organisations de gauche dont le PC. Acte formellement proscrit, que je renouvelle. Je suis exclu. Mais mon intérêt est déjà ailleurs.

J'ai pris connaissance par un ancien de *Franc-Tireur* passé au maquis, Mohamed Chraïbi, de l'usage généralisé de la torture en Algérie. Ma consœur Claude Gérard et moi rassemblons dès lors suffisamment de témoignages sérieux pour alerter Pierre Vidal-Naquet, professeur à Orléans, qui s'efforce de son côté de réunir des informations à ce propos. Puis je pars en Tunisie où je vais travailler pour les émissions en langue française de Radio Tunis.

Je me trouvais donc sur place quand s'est produit, en février 1958, le bombardement du village de Sakiet Sidi Youssef. Mes reportages sur ce raid sanglant qui, de fil en aiguille, a engendré une crise internationale puis abouti aux événements du 13 mai à Alger, ont alors provoqué plusieurs interpellations à l'Assemblée de la part de députés « Algérie française ».

Avant mon retour à Paris, une scission s'était produite au sein de la SFIO touchant cet interminable

conflit. La minorité opposée à la politique de Guy Mollet avait fondé le Parti socialiste autonome (PSA) qui, en 1960, fusionnant avec l'Union de la gauche socialiste, devait créer le Parti socialiste unifié (PSU). J'ai en conséquence repris du service, échappant de peu à la tuerie du métro Charonne par la police papouienne et retrouvant des figures connues auparavant : Depreux, Craipeau, Martinet, Naville et bien d'autres. Collaborateur de *Tribune socialiste*, j'entretenais parallèlement des liens avec plusieurs membres du Mouvement national algérien (MNA), le parti de Messali.

Mais la guerre terminée, qui avait fondé son unité et l'objet prioritaire de son engagement, le PSU se déchirait dans des rivalités de clans et de personnes qui ramenaient en surface d'éternels clivages (entre laïcs et chrétiens, marxistes et autogestionnaires) et des disputes gauloises qui faisaient régulièrement le jeu de la réaction.

J'ai repris ma liberté en 1966, me consacrant au syndicalisme puis, bientôt, à la tentative de réunification des clubs socialistes que Jean Poperen et Colette Aubry essayaient de mettre sur pied. Sanctionné après la grève des journalistes de l'ORTF\* de 1968, privé de débouché professionnel, j'ai accepté l'offre de Rous, devenu conseiller diplomatique de Senghor, de partir au Sénégal pour y aider notamment à l'organisation de l'audiovisuel. J'y suis resté huit ans, espérant trouver là un moyen concret d'affirmer ma solidarité avec un peuple colonisé

---

\* Office de radiodiffusion télévision française. [NDE.]

depuis trois siècles. Je concevais mon rôle comme celui d'assistant au développement, à la débalkanisation régionale, à la planification. Mais le néocolonialisme, via le ministère de la Coopération, verrouillait tout. Inutile de dire qu'avec le pedigree qui était le mien, j'étais surveillé de près, et qu'il n'était pas facile de concrétiser une souveraineté souvent plus formelle que réelle.

En France, le congrès socialiste d'Épinay en 1971, puis le ralliement d'une partie du PSU, semblaient amorcer une dynamique politique quelque peu crédible. J'ai rejoint ce mouvement rénové en 1972, et mis sur pied une section de Français du Sénégal, coopérants-enseignants pour la plupart. Dernière chance accordée à mon « sens politique ». La désillusion n'a guère tardé : ce n'était pas le tandem Mitterrand-Jospin (ce dernier alors « secrétaire national au tiers-monde ») qui allait corriger la décolonisation manquée. J'ai bientôt arrêté là. Le sort réservé plus tard à Jean-Pierre Cot, éphémère ministre d'une autre « coopération », m'a confirmé dans mon jugement. Les « nations prolétaires » avaient peu à attendre des champions de l'économie sociale de marché.

Je m'en tiens, actuellement, aussi bien dans l'opposition aux assauts impérialistes en Irak, en Afghanistan et ailleurs que dans la défense des droits des Palestiniens, à l'idée que le colonialisme est à combattre dans la continuité, y compris sous ses masques constamment renouvelés. Fidèle à une formule que la Résistance et les anciennes guerres ultramarines ont enseigné à ma

génération de dinosaures : « L'émancipation des peuples ne peut être que l'œuvre des peuples eux-mêmes. »

C'est dans cet esprit qu'il convient donc d'aborder cette contribution qui ne cherche pas à dissimuler la pérennité d'un engagement libre de tout carcan partisan.